

Bonjour,

Suite à vos consultations sur les effets ILUC pour les biocarburants, nous vous apportons nos commentaires suivants :

1. Sur la robustesse des études scientifiques :

-Nous remarquons dans les études menées, qu'il n'y a pas prise en compte de l'évolution des exigences européennes pour les biocarburants d'ici 2020.
C'est pour nous une erreur que de ne pas modéliser ces exigences qui impacteront sur le milieu environnemental.

-Dans le même ordre d'idée, les filères de valorisation des coproduits ne sont pas intégrées dans l'étude comme apportant un effet positif sur la réduction d'ILUC.

-Et toujours par rapport à ce point 1, nous remarquons que les données d'occupation des sols qui ont servi à l'étude datent des années 2000, et n'ont pas été réactualisées! Nous pouvons craindre alors une certaine approximation dans l'approche scientifique menée.

2. Sur la nécessité d'une intégration de l'ILUC dans les politiques de l'Union Européenne :

-Par le manque de robustesse des études menées (cf point 1 développé ci-dessous), nous pouvons craindre des prises de décisions lourdes de conséquences en décalage par rapport aux actions à mener.

-Si un facteur ILUC doit être appliqué, pourquoi le limiter aux seuls biocarburants! Alors que d'autres filières seraient aussi concernées (cas de la culture BIO par exemple) !

-Pourquoi mettre en place un facteur ILUC, alors que les rendements évoluent et continuent de croître !

-En conclusion sur ce point 2, pour nous, des études en la matière sont à poursuivre.

3. Sur la faisabilité d'une distinction de l'effet ILUC :

En l'état actuel des données et des études, telles qu'elles ont été menées, cette action n'est pas envisageable.

Il faudrait, en préalable, une approche scientifique qui fasse consensus au sein de la communauté scientifique.

4. Sur les actions les plus adéquates :

A. Pour nous, notre avis est de ne rien faire en l'état actuel des études. Celles-ci sont à poursuivre et surtout approfondir.

B. Il n'y a pas à soutenir ou aider de filière particulière puisque les études à ce jour ne permettent pas d'identifier de façon certaine des filières plus vertueuses que d'autres.

C. Augmenter les exigences en matière de réduction de GES et ajouter de nouvelles exigences n'ont pas lieu d'être mises en place puisque la Directive prévoit déjà ces évolutions. C'est d'ailleurs une première de par le monde que la mise en application d'une Directive sur un tel sujet.

Merci de la prise en compte de nos commentaires en réponse à cette consultation.

Vous en souhaitant bonne réception.

Cordialement

Xavier DEMEULENAERE

Directeur d'usine

NORD-ESTER

Groupe DAUDRUY Van Cauwenberghe

Rue Van Cauwenberghe

Z.I. Petite-Synthe

59640 DUNKERQUE

FRANCE

Tél. 00.33.3.28.61.98.35

Fax. 00.33.3.28.61.62.64

